

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES	TARIF DES ABONNEMENTS		ANNONCES ET AVIS DIVERS
Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'imprimerie Nationale à Rufisque	VOIE NORMALE	VOIE AERIENE	
	Six mois Un an	Six mois Un	
Les annonces peuvent être remises à l'imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance	Senegal et autres Etats de la CEDEAO ... 15 000f	11 000f	La ligne 1.000 francs
Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs	Etranger : France, Zaire, R.C.A., Gabon, Maroc, Algerie, Tunisie, ...	20.000f, 40.000f	Chaque annonce répétée Moitié prix
	Etranger, Autres Pays	23.000f, 46.000f	(Il n'est jamais compte moins de 10.000 francs pour les annonces).
	Prix du numéro Année courante 600 f	Annee ant. 700f	
	Par la poste Majoration de 130 f par numéro	Par la poste	Compte bancaire BICIS n°9520790630/81
	Journal légalisé 900 f		

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

DECRET

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

2011
8 décembre Décret n° 2011-1944 modifiant le décret
n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant
Code des marchés publics 2384

PARTIE OFFICIELLE

DECRET

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET n° 2011-1944 modifiant le décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics

RAPPORT DE PRESENTATION

En vertu des dispositions de l'article 4 du décret n° 2011-1271 du 24 août 2011 instituant un système de contrôle et de tarification des communications téléphoniques internationales entrant en République du Sénégal, l'Autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes (ARTP) est autorisée à s'attacher, par contrat d'assistance technique, les services d'une société pour la supervision du trafic téléphonique international et la lutte contre la fraude.

L'urgence de doter l'Autorité de Régulation des télécommunications des Télécommunications et des Postes d'un assistant technique en s'attachant les services d'une société de droit sénégalais pour la conception, l'installation et la mise en place d'outils et d'un centre de transit international pour l'interconnexion centrée adéquate pour lutter contre la fraude téléphonique, est justifiée à plus d'un titre :

- La nécessité de prendre en compte sur le trafic téléphonique qui ne peut se faire sans l'assistance technique et la mise en place d'outils adéquats pour les détecter, les mesurer et les dissiper ;

- Le risque de sous-optimalité du fait que les opérateurs de réseaux téléphoniques sénégalais ne sont pas en mesure de gagner en efficacité ;

- La nécessité de renforcer la compétence technique et d'outils adéquats pour la supervision du trafic téléphonique international et la lutte contre la fraude en général et la fraude téléphonique en particulier, par ailleurs, par un manque de ressources humaines et matérielles de l'ARTP.

Il faut aussi pour la mise en place d'un tel système indispensable au contrôle du trafic téléphonique international entrant, il est nécessaire de procéder à la modification du Code des Marchés publics, pour permettre à l'Etat de s'entourer de toutes les garanties techniques, dans le respect de la réglementation en vigueur.

Telle est l'économie du présent projet de décret.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE :

Vu la Constitution ;

Vu la directive n°04/2005/CMUEMOA du 09 décembre 2005 portant procédures de passation d'exécution et de règlement des marchés et délégations de service public dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine ;

Vu la directive n° 05/2005/CMUEMOA du 09 décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés et délégations de service public dans l'Union économique et monétaire Ouest Africaine ;

Vu l'Acte uniforme du 17 avril 1997 de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) portant organisation des suretés ;

Vu la loi organique n°99-70 du 17 février 1999 sur la Cour des comptes ;

Vu la loi n° 65-50 du 19 juillet 1965 portant code des obligations civiles et commerciales, modifiée ;

Vu la loi 65-51 du 19 juillet 1965 Code des obligations de l'Administration modifiée par la loi n° 2006-16 du 30 juillet 2006 ;

Vu la loi n°90-07 du 20 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur public et au contrôle des personnes morales de droit public relevant du concours financier de la puissance publique ;

Vu la loi n° 96-06 du 22 mars 1996 portant Code des collectivités locales modifiée ;

Vu le décret n°2005-576 du 22 juin 2005 portant Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;

Vu le décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés publics modifié ;

Vu le décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics ;

Vu le décret n° 2011- 1938 du 02 décembre 2011 portant Interim du Premier Ministre ;

DECRET :

Article premier : Il est ajouté à l'article 3, paragraphe 3 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 susvisé, un troisième tiret iii ainsi intitulé :

a) Les prestations de services concernant :

iii) le concept d'assistance pour s'attacher, par contrat d'assistance technique, les services d'une société pour la supervision du trafic téléphonique international et la lutte contre la fraude et la mise en place d'un centre de transit international pour l'interconnexion centrale.

Art. 2 : le présent décret sera publié au *journal officiel*

Fait à Dakar, le 8 décembre 2011

Abdoulaye WADE,

Par le Président de la République :

*Pour le Premier Ministre
et par intérim*

Le Ministre d'Etat,
Ministre des Affaires étrangères

Madické NIANG